



LES BRÈVES DU LEF
Janvier 2003

ÉDITORIAL

**LES FEMMES EUROPÉENNES DISENT NON À LA GUERRE
SIGNEZ ET DISTRIBUEZ L'APPEL CONTRE LA GUERRE DU LEF**

Le conseil d'administration du LEF, réuni à Bruxelles les 18 et 19 janvier, a adopté à l'unanimité une **déclaration contre la guerre**, par laquelle les femmes rejettent la guerre comme solution à la situation actuelle en Irak et dans les pays voisins : en effet, la guerre entrave l'émergence des autres solutions ainsi que les mécanismes onusiens existants **de protection des droits humains et de renforcement des droits des femmes**. Tout en soulignant que les femmes dans toute l'Europe sont engagées à réaliser et à respecter pleinement les droits humains des femmes et le développement durable, elles ne cachent pas leur inquiétude car la violence envers les femmes et les petites filles en temps de guerre et d'après-guerre est extrême, systématique et généralisée. C'est pourquoi **le LEF demande**: aux gouvernements d'utiliser leurs pouvoirs et de faire pression pour la poursuite des négociations en faveur d'une résolution pacifique ; le rejet du soutien unilatéral à la politique américaine par tous les pays de la région européenne ; aux États membres de l'UE, aux futurs pays membres et aux autres pays d'Europe de jouer de leur influence et de faire pression sur l'Irak pour qu'il accepte les solutions politiques ainsi que le mandat des inspecteurs de l'ONU ; à tous les États membres de l'Union européenne, aux futurs adhérents et aux autres pays d'Europe de veiller à la bonne mise en œuvre de tous les engagements qui figurent dans la **résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, relative au rôle des femmes dans la résolution des conflits et la paix durable**.

Le LEF est en train d'envoyer l'appel contre la guerre à tous les responsables politiques européens - députés au Parlement européen, Commission européenne, représentations permanentes des États membres près de l'UE - ainsi qu'aux ONG.

VOUS POUVEZ :

- Soutenir l'appel contre la guerre en envoyant un courriel à ewl@womenlobby.org. Tous les signataires seront énumérés sur le site web du LEF (www.womenlobby.org).
- Traduire dans les langues nationales (ou vous contenter d'utiliser les versions française et anglaise) afin d'assurer une distribution aussi large que possible de l'appel contre la guerre auprès de vos gouvernements, au sein de vos réseaux, de votre famille et parmi vos amis.
- Contacter vos gouvernements.
- Informer le LEF de vos actions.

Vous trouverez le texte intégral de la déclaration à l'adresse suivante :
<http://www.womenlobby.org>

NOUVELLES DU LEF

COMMISSION SUR LE STATUT DE LA FEMME (CSW) à NEW YORK, 3-14 mars 2003 : Cette année, les thèmes suivants seront à l'honneur : « *Participation et accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur impact sur et leur utilisation en tant* »

qu'instrument de la promotion et du renforcement du pouvoir des femmes » et « Les droits humains des femmes et l'élimination de toutes les formes de violence envers les femmes et les fillettes ».

La **délégation du LEF** sera composée de sa présidente et vice-présidentes, Lydia la Rivière-Zijdel, Kirsti Kolthoff et Denise Fuchs, de Grainne Healy de l'Observatoire sur la violence envers les femmes, et de Mary Mc Phail, Colette De Troy et Malin Björk du secrétariat.

Pendant la CSW 2003, le LEF organisera **chaque jour un caucus européen** ; la participation des ONG de femmes des futurs adhérents sera vivement encouragée. En outre, le LEF mettra sur pied deux **ateliers de réflexion** : l'un sur « Les femmes et les droits humains – traite et prostitution », l'autre sur « La Cinquième Conférence mondiale sur les femmes / gouvernance mondiale et égalité des sexes ». Le secrétariat du LEF distribuera des informations sur les activités de ses organisations membres au courant du mois de février. Deux **prises de position** ont été rédigées sur les thèmes de la CSW (bientôt disponibles sur le site web). Une **déclaration** sur la violence envers les femmes a également été déposée.

ACTUALITÉS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES EN BREF

LA CONVENTION SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Le présidium de la Convention planche actuellement sur son second projet de traité constitutionnel. Le groupe de travail Europe sociale a débattu son avant-projet de rapport, dans lequel la proposition d'inclure l'égalité entre les femmes et les hommes est faite pour les parties relatives aux valeurs et aux objectifs de l'UE. Lors de sa prochaine réunion, les 6 et 7 février, la Convention discutera du rapport final du groupe de travail Europe sociale. Le LEF a expédié sa contribution (énonçant ses propositions) à chacun des membres du groupe de travail Europe sociale. Vous en saurez plus sur la Convention et ses procédures en surfant sur www.euractiv.com ainsi que sur le site web de la Convention : www.european-convention.eu.int

NOUVELLE STRATÉGIE POUR LE PLEIN EMPLOI ET DE MEILLEURS EMPLOIS POUR TOUS

La Commission a lancé une nouvelle proposition qui fixe le cadre de la **nouvelle stratégie européenne pour l'emploi**, qui sera discutée lors du Conseil de printemps (mars 2003) et débouchera sur une proposition officielle de lignes directrices et de recommandations pour l'emploi en avril. La proposition de la Commission s'articule autour de trois grands points : le **renforcement de l'intégration de la dimension de genre** dans les autres domaines de la politique de l'emploi ; **l'attention accordée aux inégalités structurelles du marché de l'emploi**, y compris les disparités sexo-spécifiques dans l'emploi et le chômage, la ségrégation sexiste dans les secteurs et les professions, les disparités salariales entre les femmes et les hommes, ainsi que la promotion des femmes aux postes à responsabilités ; enfin, la **promotion de conditions plus favorables facilitant l'entrée, le retour et le maintien des femmes et des hommes sur le marché du travail**, notamment des dispositions adéquates en matière de garde d'enfants et des personnes dépendantes, un partage égal des responsabilités familiales et ménagères, l'encouragement du congé parental et des autres possibilités de congé pour les hommes, ainsi que la multiplication des possibilités au niveau du travail flexible, pour les femmes comme pour les hommes.

LES PRIORITÉS DE LA COMMISSION POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

La Commission européenne a approuvé une communication relative à la « *mise en oeuvre de l'intégration de la dimension hommes-femmes dans les documents de programmation des Fonds structurels 2000-2006* ». Afin de veiller à la bonne mise en oeuvre de l'égalité des sexes, la Commission demande aux États membres de :

(1) créer des incitations visant à **accroître la perception et l'importance** de la dimension femmes-hommes dans l'ensemble des programmes des Fonds structurels; (2) identifier clairement, d'une part, **le financement alloué à des actions spécifiques en faveur de l'égalité hommes-femmes**, et, d'autre

part, les programmes et projets qui contribuent à cette égalité (intégration de la dimension femmes-hommes). Les États membres devront rendre compte de ces chiffres à l'aide d'indicateurs clairs dans le cadre de la révision à mi-parcours des Fonds structurels à partir de 2003 ; **(3) le recours à l'expertise en matière d'égalité femmes-hommes** et l'instauration de mesures de sensibilisation et des formations en intégration de l'égalité femmes-hommes.

ASILE : La directive sur les normes minimums en matière **d'accueil des demandeurs d'asile** dans les États membres a été adoptée le 19 décembre 2002 par le Conseil Justice et Affaires intérieures : http://www.europa.eu.int/comm/justice_home/news/intro/news_070103_1_en.htm

NOUVELLES DU PARLEMENT EUROPÉEN :

15 janvier : SOINS DE SANTÉ ET GARDE DES PERSONNES AGÉES. Le Parlement a adopté une position sur la communication de la Commission relative aux coûts et tendances futures en matière de soins de santé face au vieillissement de la population. Documents officiels : Parlement européen : Le Débat du jour (15 janvier 2003) Parlement européen : rapport sur la communication de la Commission concernant l'avenir des soins de santé et de la garde des personnes âgées : garantir l'accessibilité, la qualité et la visibilité financière (COM(2001)723 C5-0163/2002-2002/2071(COS)) (17 décembre 2002) (Rapporteur : Mario Mantovani).

22 janvier : LE PARLEMENT ADOPTE UNE POSITION SUR LES IMPLANTS MAMMAIRES : La Commission parlementaire de la santé publique a adopté un rapport concernant la communication de la Commission visant à améliorer la sécurité et la qualité des implants mammaires.

Documents officiels : Parlement : projet de rapport portant sur la communication de la Commission relative aux dispositions communautaires et nationales applicables aux implants mammaires (COM (2001) 666-C5-0327/2002- 2002/2171(COS)) (22 novembre 2002).

Commission : communication de la Commission relative aux dispositions communautaires et nationales applicables aux implants mammaires.

COMMISSION DES DROITS DE LA FEMME ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES : elle s'est réunie les 22 et 23 janvier 2003 et a organisé une audition publique sur le thème de la budgétisation sensible au genre (« gender budgeting »)

RAPPORT DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES, LA GUERRE ET LA PAIX

Maj Brit Theorin, l'ex-présidente de la Commission des Droits de la femme, a organisé une réunion à laquelle le rapport UNIFEM sur les femmes, la guerre et la paix a été officiellement lancé le lundi 20 janvier au Parlement européen. Le lancement a eu lieu en présence de la directrice exécutive d'UNIFEM, Noleen Heyzer, de membres du Parlement européen, de l'ex-ministre de la Défense finlandaise, Elisabeth Rehn, une des auteures du rapport, et de la commissaire Diamantopoulou. Le conseil du LEF, qui se réunissait à la même date, a également assisté à l'événement. Des détails sur : www.unifem.org

ÉLECTIONS À LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Les élections à la CPI se dérouleront **du 3 au 7 février 2003** au siège de l'ONU à New York, dans le cadre de la seconde réunion de l'Assemblée des États parties de la CPI. Sur les 44 candidats retenus, 10 sont des femmes. L'élection des 18 premiers juges constitue une étape importante dans la création de la Cour et offre une occasion sans précédent de mettre en place une véritable assemblée paritaire. Pour en savoir plus, contactez : Pam Spees, Women's Caucus for Gender Justice, (212)6757648 Thordis Ingattodir, Project on International Courts and Tribunals, (212)9983680 courriel : caucus@iccwomen.org site web : www.iccwomen.org

REPRÉSENTATION DU LEF

La présidente du LEF, **Lydia la Rivière-Zijdel**, a fait partie de la délégation de la PLATE-FORME SOCIALE à la réunion de la **troïka** qui a précédé la **réunion informelle du Conseil Affaires Sociales** à Napflion (23-25 janvier 2003)

Denise Fuchs, Vice-présidente du LEF, a participé à la conférence « **Les femmes et l'avenir de l'Europe** » qu'organisait le Conseil National des Femmes du Luxembourg, le 23 janvier 2003.

Lydia la Rivière-Zijdel, Présidente du LEF, était présente lors de la **CÉRÉMONIE D'INAUGURATION DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DES PERSONNES HANDICAPÉES**, qui s'est déroulée à Athènes le 26 janvier. L'année européenne des personnes handicapées est organisée en collaboration avec la Commission et le Forum européen des personnes handicapées, une association membre de la Plate-forme Sociale. Pour plus des informations : <http://www.eypd2003.org>

Kirsti Kolthoff, Trésorière du LEF et membre de l'exécutif, a assisté à la conférence de la présidence grecque « **ÉGALITÉ DES SALAIRES - ATTENTION À L'ÉCART** », à Athènes, les 30 et 31 janvier.

REGARD SUR L'ÉLARGISSEMENT

Recul pour les droits reproductifs des femmes : Un protocole sur l'avortement sera annexé au traité d'adhésion de Malte à l'UE. Ce texte garantira que la législation européenne, présente et à venir, ne modifiera pas les restrictions maltaises en matière d'avortement. Mais Malte n'est pas le premier pays à négocier un protocole sur l'avortement : l'Irlande, pourtant membre de l'Union depuis 1973, a elle aussi exigé un document de ce type. Au même moment, **les évêques polonais demandent au gouvernement de suivre l'exemple de Malte** et d'ajouter un protocole ad hoc au traité d'adhésion, afin de garantir le maintien des lois polonaises interdisant l'avortement en cas de renforcement de la législation en matière de droits des femmes dans les autres États membres. Source : Neww Polska – <http://www.neww.org.pl>

2003 – Dernière année avant le passage à l'Union à 25 : Les accords définitifs conclus à Copenhague en décembre 2002 signifient que 2003 sera la dernière année de l'Union à 15. La date d'adhésion des nouveaux États membres, qui changera fondamentalement la carte de l'Europe, est fixée au 1^{er} mai 2004.

Référendums dans les pays candidats : La plupart des pays candidats sont en train de fixer des dates pour des référendums sur l'adhésion à l'Union européenne. Selon le pays, le référendum sera légalement obligatoire ou non. Bien que la date reste encore à confirmer, les Maltais pourraient bien être les premiers à se prononcer, le 8 mars.

NOUVELLES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

RU : ASILE – UNE FEMME VIOLÉE PAR DES SOLDATS EST CONFRONTÉE À L'EXPULSION PARCE QUE SA PLAINTÉ EST JUGÉE NON COMME UNE ACTE DE TORTURE, MAIS COMME UNE ACTE DE « GRATIFICATION SEXUELLE » ET « DE LA SIMPLE PASSION » de la part des soldats : Joignez-vous à l'**appel contre l'expulsion** lancé par l'organisation Women Against Rape (RU) pour soutenir une femme demandeuse d'asile dont la requête a été rejetée sous prétexte que les soldats responsables de cette exaction n'ont fait que procéder à « un acte très grave de gratification sexuelle ». Qualifiant le comportement des soldats comme « **étranger aux activités politiques ou**

militaires des soldats », le ministère de l'Intérieur a rejeté la plainte de la femme qui demandait asile au Royaume-Uni. Pour exprimer votre inquiétude ou agir contre l'expulsion, contactez Sian Evans ou Anne Neale, courriel : war@womenagainstrape.net

CAMPAGNE INTERNATIONALE ET MANIFESTE POUR METTRE FIN AUX MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES – Une conférence qui s'est tenue à Bruxelles (10-11 décembre 2002) et à laquelle le LEF était invité comme orateur. Organisée par AIDOS et No Peace Without Justice (NPWJ), elle a lancé un appel sous forme de manifeste à l'attention de la communauté internationale, qu'elle invite à signer contre des « *pratiques que nos ancêtres eux-mêmes, s'ils ressuscitaient, trouveraient obsolètes et dépassées* ». Pour tout savoir sur le manifeste et le signer, contactez <http://www.stopfgm.org>

Forum social mondial, Porto Alegre, 23-28 janvier 2003, en même temps que le Forum économique mondial à Davos. Information : surfez sur le site web du Forum social mondial www.worldsocialforum.org site web du Forum économique mondial www.weforum.org Autres contacts www.penelopes.org www.mediasol.org

ÉVÉNEMENTS

PRÉSENTATION DE FILM : LILJA 4EVER

Le film suédois, réalisé par Lukas Moodysson, qui retrace la vie d'une jeune Russe de 16 ans passée en Suède, séquestrée et vendue comme prostituée, a été présenté à un public restreint le mercredi 29 janvier 2003 au Parlement européen. La présentation a débuté par une séance de questions-réponses avec les représentants de la Commission européenne et du Conseil sur les dernières mesures européennes pour aider les victimes de la traite. Le film sortira dans les salles en Belgique en avril. Contactez Marie Fredriksson, assistante de Marianne Eriksson, 32 495250016, courriel : meriksson@europarl.eu.int Judy O'Loan, Bureau de presse GUE-NGL, 32 477470031

SÉMINAIRE : MULHERES MIGRANTES, DUAS FACES DE UMA REALIDADE/FEMMES MIGRANTES DEUX FACES D'UNE REALITE (30-31 janvier) organisé par l'Instituto de Defesa Nacional, Lisbonne. Information : Commissao para igualdade e para os direitos das mulheres, Tél. 217983000 Fax 217983098 cidm@mail.telepac.pt

AUDITION SUR LA PROSTITUTION, organisée par le Groupe des Verts au Parlement européen le 3 février. Pour plus des informations, contactez : Patsy Sorensen: psorensen@europarl.eu.int

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA TOLÉRANCE ZÉRO ENVERS LES MGF, organisée par le Comité Inter Afrique sur les Pratiques Traditionnelles touchant la santé des femmes et des enfants, Addis Ababa, Ethiopie, 4-6 février 2003. Contacter : bureau de Liaison à Genève : cominter@iprolink.ch site web : www.ias-ciaf.ch

CONFÉRENCE : MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT – le chaînon manquant, 20 février

Sous les auspices du groupe PSE, jeudi 20 février, Parlement européen, Bruxelles
Contacter : Vivienne Byrne : Vbyrne@europarl.eu.int

CONFÉRENCE INTERNATIONALE - PROJET CITY-DONA organisée par le Comité des Villes pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, aura lieu à Terrassa (Espagne) les 13 et 14 mars 2003. Contacter : citydona@terrassa.org

SÉMINAIRE : TRAVAILLER AVEC LES PETITS GARÇONS ET LES JEUNES GENS, comme méthode de prévention de la violence dans la vie de tous les jours. Centre européen de la jeunesse, Budapest, 18-22 mars 2003 - Contact : natalia.miklash@coe.int www.coe.int/youth www.eycb.coe.int www.coe.int/hre

L'**International Criminal Court Alliance**, en collaboration avec le UCLA Center for the Study of Women et la Los Angeles County Bar Association, section Droit international, présente ses : « Notes from the field: Gender Crimes and international criminal Court », 29 janvier 2003, Contact : Mme Shantha Rau, Information service Coordinator Tél. +1 212 687 21 76 courriel cicc4@iccnow.org site web : <http://www.iccnw.org>

21 MARS - JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE, déclarée par l'Assemblée générale de l'ONU suite au meurtre de 70 manifestants pacifiques à Sharpeville (Afrique du Sud) en 1960. Des centaines d'activités seront annoncées sur : <http://www.unitedagainstracism.org>

PUBLICATIONS – SITES WEB

Organisation Mondiale de la Santé : Première édition de la lettre circulaire de la Campagne mondiale pour la prévention de la violence (inaugurée le 3 octobre 2002 par la directrice générale de l'OMS) qui jouera le rôle de plate-forme pour la mise en œuvre des recommandations du rapport mondial sur la violence et la santé. Information : Sabine van Tuyl vantuyls@who.int

Publication : « **MONITORING THE EU ACCESSION PROCESS: EQUAL OPPORTUNITIES FOR WOMEN AND MEN** », un panorama et un rapport complet de la situation en Bulgarie, en Estonie, en République tchèque, en Hongrie, en Lituanie, en Pologne et en Roumanie. Publié par l'Open Society Institute dans le cadre de son programme qui vise à veiller sur le processus de l'adhésion à l'UE, et de son programme du réseau des femmes (Fondation de l'Open Society de la Roumanie - site web : www.eonet.ro). Vous pouvez commander des exemplaires de cet ouvrage auprès de : **Gabriella Kiss, Program Assistant Network Women's Program Open Society Institute 11 Nador utca 1051 Budapest, Hongrie Tél. : 36-1-327-3139 Fax : 36-1-327-3864 kissg@osi.hu**

La **présidence grecque** a créé un **site web intéressant**, sur lequel figure son programme (présenté au Parlement européen le 14 janvier) ainsi que le calendrier des réunions. <http://www.eu2003.gr/en/cat/0/index.asp>

Nouvelle adresse pour le site web Justice et affaires intérieures : http://europa.eu.int/comm/justice_home

Et pour un accès directe du programme Daphné, voici un raccourci : http://europa.eu.int/comm/justice_home/funding/daphne/funding_daphne_en.htm